

*Proposition présentée par les députés :
M^{mes} et MM. François Baertschi, Thierry Cerutti,
Daniel Sormanni, Pascal Spuhler, Jean-François
Girardet, Danièle Magnin, Francisco Valentin,
Sandra Golay, Sandro Pistis, Jean Sanchez,
Henry Rappaz, Christian Flury*

Date de dépôt : 31 août 2015

Proposition de résolution **Un compte-rendu mensuel sur l'état financier du CEVA**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
considérant :

- l'explosion continue des coûts pour le chantier du CEVA ;
- que le Peuple est le premier concerné par ces dépenses substantielles ;
- qu'une transparence est nécessaire afin d'éviter toute polémique,

invite le Conseil d'Etat

- à rendre rapport chaque mois dans la Feuille d'avis officielle sur l'état financier du chantier du CEVA ainsi que sur les modes de financement ;
- à ce que ledit rapport comprenne toutes les dépenses en relation avec ce chantier ainsi qu'un relevé précis des plus-values foncières ;
- à ce que les travaux indirectement liés au CEVA figurent en annexe dans les frais du chantier, pour information.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames et
Messieurs les députés,

Depuis le lancement du projet du CEVA, le financement de cet important chantier a été opaque dans bien des cas. Cela a créé de nombreuses polémiques par voie de presse, ce qui a pour effet de créer un doute dans le public sur la valeur de nos institutions.

Il est important d'avoir une transparence dans le financement d'un chantier de cette taille qui ponctionne les finances publiques.

Nous vous rappelons que les lois de financement doivent être respectées au plus proche des crédits votés.

Il convient également que tous les travaux indirectement liés au CEVA (transformation temporaire ou définitive d'une rue proche ou d'un équipement public) figurent dans ce relevé.

Il est important d'agir et d'accepter cette résolution, sans quoi le Peuple pourrait considérer que des autorités lui cachent la vérité. La manière la plus simple est de communiquer de manière exhaustive au niveau de la *Feuille d'avis officielle*.

Le Peuple a pris des décisions sur des montants substantiels et des dépassements substantiels peuvent mettre en danger le bon fonctionnement de notre République.

Nous vous remercions, Mesdames et Messieurs les députés, de faire un bon accueil à la présente résolution et de voter ce texte avec enthousiasme.